

Circuit croisière Ibis

Du 17/04 au 29/04/2018

©-Pierre-yves DENIZOT / 2018 - <http://pierreyvesdenizot.free.fr/>

Article 6 : Elections...

Egypte: un chef de l'opposition sur la liste des terroristes

Un tribunal égyptien a placé aujourd'hui l'ancien candidat à la présidentielle égyptienne Abdel Moneim Aboul Fotouh sur la liste des terroristes du pays, a rapporté l'agence officielle Mena, arrêté la semaine dernière pour ses liens supposés avec les Frères musulmans. Les noms d'une quinzaine d'autres individus accusés par le parquet d'avoir rejoint une organisation illégale dont "le but est de nuire aux intérêts de l'Etat" figurent également sur la liste.

Les personnes visées sont soumises à un gel de leurs actifs et privées de leur liberté de voyager. Elles ont 60 jours pour faire appel de la décision. L'avocat d'Abdel Moneim Aboul Fotouh a dit à Reuters qu'il n'avait pas encore été averti de cette décision mais qu'il pourrait facilement faire appel. "Il est évident qu'il y a une sorte d'obstination à mettre en cause les personnalités politiques pour toutes les intimider, même pour celles qui ne font que donner leur avis", a déclaré Abdelrahman Haridy. Abdel Moneim Aboul Fotouh, 67 ans, a été interpellé, ainsi que plusieurs cadres de son parti "Pour une Egypte forte", au lendemain de son retour de Londres où il avait critiqué vertement le président Abdel Fattah al Sissi. Tous les principaux concurrents du président Sissi, qui brigue un second mandat, se sont retirés de la campagne électorale en condamnant des agissements visant à assurer au président sortant une victoire facile. Les autorités assurent que le scrutin sera équitable.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/02/20/97001-20180220FILWWW00195-egypte-un-chef-de-l-opposition-sur-la-liste-des-terroristes.php>
20/02/2018

Égypte : une présidentielle sans surprise

Seuls deux candidats restent en lice alors que débute la campagne officielle pour les élections présidentielles qui auront lieu du 26 au 28 mars prochain. Deux candidats seulement s'opposeront aux élections présidentielles égyptiennes, qui s'ouvrent le 26 mars, parmi lesquels le président sortant Abdel-Fattah al-Sissi, candidat à sa propre succession, et déjà assuré de sa victoire.

Abdel-Fattah al-Sissi, 63 ans, ancien chef des services de renseignements militaires, nommé ministre de la Défense par Mohammed Morsi en août 2012, qu'il contribua à renverser un an plus tard, brigue un second mandat de quatre ans. Le leader nationaliste avait été élu en mai 2014 avec 97% des voix. Mardi 20 février a été publiée la liste des candidats autorisés à se présenter, laquelle comportait deux noms. Seul candidat face à al-Sissi, Moussa Mostafa Moussa, à la tête du parti al-Ghad, formation centriste libérale et laïque. Moussa a soumis sa candidature quinze minutes avant l'heure limite de réception des dossiers et dit s'être engagé dans «une compétition juste et honorable, avec l'intention de la remporter». «Nous avons un programme honorable à présenter au peuple égyptien, et nous nous présentons comme n'importe quel autre candidat», a déclaré à la presse Mahmoud Moussa, chef adjoint de son parti. Les critiques du pouvoir dénoncent une candidature prétexte, soutenant que celle-ci a été déposée pour donner au scrutin un vernis démocratique. Ils ont souligné la présence, sur la page Facebook de Moussa Mostafa Moussa, d'une publication soutenant la candidature du président sortant al-Sissi. La course aux présidentielles a été le théâtre depuis quelques mois d'une lutte visant à écarter les principaux rivaux du président sortant. Ainsi, Ahmed Chafik ancien premier ministre d'Hosni Moubarak en 2011 durant les manifestations, a été, en décembre dernier, retenu aux Émirats Arabes Unis où il réside après avoir annoncé son souhait de se porter candidat. Il a été expulsé quelques jours plus tard après avoir retiré sa candidature. Sami Anan, chef d'État-major sous Morsi jusqu'en 2012, a été arrêté à la fin du mois de janvier dernier, accusé d'inciter à la division entre le peuple et l'armée, de falsification de documents, et d'avoir contrevenu, par sa candidature, aux «procédures requises pour mettre fin à son service actif dans l'armée» selon un communiqué de l'armée.

«Atteinte à la décence publique»

Une figure de l'opposition de gauche, Khaled Ali, un avocat défenseur des droits de l'homme, engagé dans la lutte contre la corruption et la défense des travailleurs, a renoncé à se porter candidat le 24 janvier. Il avait été condamné en septembre 2017 à trois mois de prison pour «atteinte à la décence publique», accusé d'avoir fait un bras d'honneur devant une cour de justice. Après la révolution de 2011 et la chute d'Hosni Moubarak et du pouvoir militaire, l'arrivée de Mohammed Morsi à la tête de l'Égypte avait fait espérer une amélioration dans le pays rongé par les inégalités et muselé par la dictature. Les manifestations massives de défiance à l'égard de la politique liberticide du dirigeant islamiste, un an plus tard, mettront fin à cet espoir. Abdel-Fattah al-Sissi avait succédé à Morsi en 2014, après un putsch mené par l'armée suivie d'élections.

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/02/24/01003-20180224ARTFIG00045-egypte-une-presidentielle-sans-surprise.php>
24/02/2018

Egypte : la chasse aux «fake news» tourne à la censure des médias étrangers avant la présidentielle

Le président égyptien, en campagne pour sa réélection, a mis en garde les médias relayant selon lui des informations «diffamatoires», alors que le parquet annonçait des poursuites contre les médias étrangers propageant de «fausses informations». Arrestations de journalistes, interviews scrutées, sites internet bloqués : l'activité des médias en Egypte, à un peu plus de trois semaines de la présidentielle, fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités. Le 1er mars, le président Abdel Fattah al-Sissi a lui-même mis en garde les médias contre la publication d'informations jugées diffamatoires vis-à-vis de l'armée, en les qualifiant d'acte de «haute trahison» alors que le pays est engagé dans une campagne antidjihadistes dans le Sinaï depuis de longues semaines.

En pleine campagne présidentielle, qui a officiellement débuté le 24 février, l'étau semble se resserrer sur les médias. Avec au moins 29 journalistes, professionnels ou non, emprisonnés, l'Egypte occupe la 161e place (sur 180 pays) du classement mondial 2017 de la liberté de la presse établi par l'ONG Reporters sans frontières (RSF). Mais à l'approche des élections la situation semble empirer. Les médias occidentaux sont généralement accusés par les autorités de ternir l'image de l'Egypte à l'étranger. Leur travail est rendu plus que difficile par l'Organisme général pour l'information (OGI), chargé de réguler les activités de la presse étrangère. Il s'en est pris cette semaine à la chaîne BBC, l'accusant d'avoir relayé des «mensonges» après la diffusion du témoignage d'une femme affirmant que sa fille avait disparu. La jeune fille est ensuite apparue à la télévision affirmant qu'elle avait fui le domicile de sa mère. Cette dernière, accusée de faux témoignage, a ensuite été placée en détention provisoire pour 15 jours. L'OGI a alors demandé à la BBC de présenter des excuses. Mais la chaîne s'en est tenue à «l'intégrité» de ses reporters. Après cet incident, le parquet général a annoncé qu'il y aurait des poursuites judiciaires contre les médias en cas de diffusion de «fausses informations» jugées attentatoires à «la sécurité et la sûreté de la patrie».

500 sites internet bloqués

Par ailleurs, environ 500 sites internet ont été bloqués dans le pays depuis mai 2017, selon l'Association pour la liberté de pensée et d'expression (AFTE). Sont notamment visés la chaîne qatarie Al-Jazeera, le site libéral Mada Masr, ou encore le journal libéral Daily News Egypt. Le blocage s'est également étendu aux logiciels qui permettent de le contourner. «L'Egypte n'avait jamais connu de blocage depuis l'arrivée de l'internet dans les années 1990», à l'exception de la période troublée de la révolution de 2011, assure Mohammed Taher, chercheur à l'AFTE. Les autorités n'ont à ce jour ni réfuté ni confirmé leur implication. «Aucune société de télécommunications ne peut bloquer un site sinon sur la base d'une demande du gouvernement», souligne toutefois Mohammed Taher. Les conséquences sont «matérielles et morales», déplore Adel Sabry, rédacteur en chef du site d'information Masr al-Arabia qui est bloqué. En difficultés financières, le site a connu «une réduction de 60% du nombre de journalistes». Quant aux médias égyptiens, comme le souligne l'AFP, leur couverture des élections reste très partielle, puisque la plupart d'entre eux sont favorables à Abdel Fattah al-Sissi. Les partis d'opposition et les avis divergeants n'ont que rarement accès à la tribune médiatique et leur présentation dans la presse se fait presque toujours sous un jour défavorable.

*<https://francais.rt.com/international/48456-egypte-chasse-fake-news-tourne-censure-m%C3%A9dias-%C3%A9trangers-avant-presidentielle>
03/03/2018*

Egypte : l'avènement annoncé du «nouveau raïs» Al-Sissi

Au Caire, les partisans du chef de l'Etat sortant organisent la campagne électorale à l'occasion de la présidentielle qui aura lieu du 26 au 28 mars. Un scrutin joué d'avance, tous les candidats ayant abandonné la course à l'exception d'un concurrent prétexte. C'est un grand jour pour Youssef : sa banderole est enfin arrivée. Le jeune homme la déroule doucement pour ne pas l'abîmer, alors qu'un de ses amis grimpe le long d'une échelle pour se hisser tout en haut d'un panneau en bois. «C'est pour la présidentielle. Je pose avec notre Président pour l'encourager et pour appeler mes voisins à voter pour lui», explique-t-il, avant de crier à son ami : «Ibrahim, tu l'accroches solidement et sans la froisser s'il te plaît !» Youssef fait partie de ces milliers d'Egyptiens pro-Al-Sissi à avoir investi dans une bannière. Dans les rues du Caire, elles sont partout, accrochées aux façades des immeubles, le long des trottoirs, sur les ronds-points, exhibant un Al-Sissi tout sourire, tantôt Président, tantôt chef des armées, entrepreneur ou encore rassembleur de tous les Egyptiens. La plupart des banderoles, comme celle de Youssef, présentent un anonyme s'affichant au côté du président sortant, sorte de témoignage d'une loyauté indéfectible au plus haut personnage de l'Etat. Youssef a choisi comme emplacement l'entrée de son quartier, celui des chiffonniers, non loin de sa petite entreprise de recyclage. Coût de sa banderole : 45 euros, le cinquième de son salaire. «Il a sauvé l'Egypte de la guerre civile et des islamistes en 2013. Il a relancé l'économie et nous a redonné force et courage», affirme-t-il, lui qui incite ses deux employés à voter pour le président sortant. «Le jour du scrutin, je compte sur vous. Vous irez voter, vos salaires seront payés. Mais surtout, votez bien.»

Figure de junior

La machine Al-Sissi est en marche. Les médias d'Etat ou proches des autorités lui offrent quotidiennement un tremplin vers la première place du podium. Débats autour de ses réussites économique et militaire, reportages sur sa politique des grands travaux avec l'extension du canal de Suez ou la construction de la nouvelle capitale égyptienne, discussions autour de son implication pour trouver une solution aux conflits israélo-palestinien, libyen ou syrien. «Rien n'est laissé au hasard. Il dispose d'un appareil d'Etat bien huilé qui lui permet d'apparaître comme celui qui a redonné vie à l'Egypte après la parenthèse révolutionnaire et le gouvernement improbable des Frères musulmans. Il se présente comme un bâtisseur dans la droite ligne de Nasser, comme le nouveau raïs», indique un diplomate en poste au Caire. Un raïs qui a muselé comme jamais toutes les revendications d'émancipation d'une génération, brisant les espoirs nés lors du

printemps arabe (lire ci-contre). Et qui sera reconduit sans suspense à l'issue du scrutin présidentiel organisé du 26 au 28 mars. D'autant que face à lui, l'unique concurrent, Moussa Mostafa Moussa, dont la page Facebook vantait encore récemment les réussites du... président sortant, fait figure de junior. Ce challenger parfaitement francophone, chef d'une petite formation politique, a été sorti du chapeau au dernier moment, après l'éviction ou l'emprisonnement de tous les candidats sérieux. A peine connu, sans réel moyen, il affiche un programme qui propose une meilleure redistribution économique pour venir en aide aux plus pauvres. Mais pour ses détracteurs, il est le candidat prétexte sans lequel l'élection n'aurait pas pu se tenir, puisqu'Abdel Fattah al-Sissi aurait été le seul aspirant à sa succession. Ce dernier a par ailleurs indiqué qu'il ne briguerait pas de troisième mandat, un effet d'annonce pour l'opposition. Dans le quartier populaire de Sayeda Zainab, non loin du centre-ville, les rues, méconnaissables, sont elles aussi couvertes de panneaux d'Al-Sissi. Mais ici, certains commerçants affichent une mine fermée, se plaignent d'avoir été «invités» par les forces de sécurité à accrocher toutes ces banderoles. «Pas question pour nous de refuser sous peine de voir notre commerce fermer après les élections, dit discrètement l'un d'eux. Moi, je vais voter pour lui, ça ne fait aucun doute. Les temps sont durs et il est le seul en Egypte à réunir une majorité autour de lui, à bénéficier du soutien de l'armée et des grands investisseurs. Il est aussi très bien perçu à l'étranger.» Et d'ajouter : «Je n'avais néanmoins pas envie de m'afficher à ses côtés devant mon magasin. Ça m'a coûté cher tout ça.»

Nuée de mouches

Au même moment, des policiers en civil bourrent des bus de lycéens, ravis de sécher une journée d'école, pour les envoyer manifester leur soutien au Président. Peu après, ils se retrouvent Place Tahrir, rendue célèbre par la révolution de janvier 2011, agitant des petits drapeaux égyptiens. En l'absence de sondage ou d'étude sérieuse, personne ne sait ce que représente l'électorat du maréchal dans le pays. Mais il compte nombre de partisans comme Youssef. «Les Egyptiens iront voter en bloc et le Président sera réélu haut la main dès le premier tour», clame-t-il. Epaulé par ses deux employés, Youssef empile de grands sacs de toile remplis de déchets au milieu d'une nuée de mouches. Pour les plus pauvres, le premier mandat d'Al-Sissi n'a rien changé.

http://www.liberation.fr/planete/2018/03/22/egypte-l-avenement-annonce-du-nouveau-rai-al-sissi_1638209
24/03/2018

Mohamed Anouar el-Sadate : «Le climat est beaucoup plus dur maintenant que sous Moubarak»

Mohamed Anouar el-Sadate, neveu du président égyptien assassiné en 1981, a renoncé à se présenter à la présidentielle. L'ancien député se plaint d'un musellement de l'opposition.

Mohamed Anouar el-Sadate, 63 ans, neveu du président égyptien assassiné en 1981, était l'un des prétendants à la présidentielle jusqu'au 15 janvier. Il s'est finalement retiré, affirmant avoir subi des pressions. Tous les autres candidats ont abandonné après avoir été menacés ou emprisonnés, à l'exception de Moussa Mostafa Moussa, seul adversaire du président sortant, Abdel Fattah al-Sissi. Un concurrent bien pâle qui appelait encore récemment ses partisans à voter... Al-Sissi. Les 26, 27 et 28 mars, les deux hommes seront donc opposés. Al-Sissi devrait être reconduit pour un deuxième mandat de quatre ans.

Pourquoi vous êtes-vous retiré de la course à la présidentielle ?

Quand j'ai annoncé que je souhaitais me présenter, fin 2017, le climat politique était déjà compliqué. Puis il y a eu des pressions, comme par exemple l'interdiction d'organiser des conférences de presse ou des meetings dans des hôtels. On m'a ensuite empêché de rencontrer des parlementaires, qui m'auraient permis d'obtenir les 20 signatures nécessaires pour enregistrer ma candidature. Mon équipe et moi avons donc choisi l'autre option pour pouvoir m'inscrire comme candidat : récolter 25 000 signatures de citoyens répartis dans tous les gouvernorats du pays. Mes collaborateurs sont donc partis à la rencontre des Egyptiens, mais ils ont été menacés. J'ai eu peur pour eux, peur de les voir harcelés, battus ou emprisonnés. Dans certains gouvernorats, on a directement menacé leur famille, leur travail. Ce n'était donc pas le bon moment pour être candidat.

Allez-vous appeler à un boycott du scrutin présidentiel ?

Je ne suis pas favorable au boycott. Quelles que soient les conditions d'une élection, chacun doit pouvoir exercer son droit de vote. Mais là, on a le sentiment qu'une participation ne changera rien : Abdel Fattah al-Sissi sera le prochain président. Or le pouvoir a peur de l'abstention et il voudrait voir au moins 50 % des inscrits se rendre dans les bureaux de vote à la fin du mois. Ce qui serait, selon lui, un plébiscite pour le président sortant. C'est pour ça qu'il y a eu des appels au boycott, pour que cette élection soit remportée sans panache. Personnellement, je ne sais pas si j'irai voter ou non, ou encore si je mettrai un bulletin nul dans l'enveloppe.

Le champ politique a-t-il été confisqué ?

Le véritable enjeu de cette présidentielle, c'est l'après-scrutin : que va-t-il se passer ? Les autorités vont-elles accepter de lâcher du lest et rouvrir un espace à l'opposition ou au contraire durcir le ton et continuer de s'en prendre aux voix discordantes pour les réduire définitivement au silence ? Pour le moment, il n'y a qu'une seule voix, un seul leader qui décide seul comment les choses doivent être en Egypte. Et ce leader occupe tout le champ politique. Il n'y a de place que pour ceux qui parlent le même langage, les autres sont enfermés. C'est aussi pour ça que le taux d'abstention pourrait être élevé : il n'y a pas d'engouement auprès de votants privés de parole. Pourtant, je peux vous dire qu'aucun des candidats qui se sont ensuite désistés comme moi ou ont été emprisonnés ne pensait remporter le scrutin. On voulait juste faire entendre nos voix, montrer qu'il y avait une autre parole possible.

Mais cela a-t-il vraiment changé depuis l'ère Moubarak ?

J'étais parlementaire à l'époque, au milieu des années 2000. La politique était déjà sous contrôle. Mais il y avait un espace et des règles pour l'opposition. Il y avait des voix discordantes, des débats. Il y avait même 88 membres issus des Frères musulmans à nos côtés sur les bancs du Parlement. Une chose inimaginable aujourd'hui. Le climat est beaucoup plus dur maintenant. Au Parlement comme dans toute la vie politique. Désormais, aucun média n'invite un membre de l'opposition. Nous n'avons plus aucun lieu de parole. L'espace public bruisse d'éloges du Président et de théories du complot. Les jeunes, quant à eux, n'osent plus s'impliquer en politique ni même dans la société civile. Les associations sont muselées, les médias bâillonnés, les entreprises à la botte. A moins d'être progouvernement, la vie politique n'est prometteuse pour personne.

Comment voyez-vous l'avenir ?

Pour l'instant, je doute de l'avenir. Le gouvernement nous fait croire que nous sommes dans un état de guerre permanent, avec pour corrélat l'obligation de faire front derrière lui et de se faire. Les autorités nous font croire que c'est pour notre bien, au nom de la lutte contre le terrorisme. Nous ne pouvons dénier au Président certains succès, notamment les grandes réformes économiques qu'il a engagées et qui étaient nécessaires. Mais il a verrouillé la société et il la tient. Attention cependant. Regardez Hosni Moubarak : il a conservé le pouvoir pendant trente ans, puis les gens sont soudain descendus dans la rue et lui ont dit «stop, ça suffit».

http://www.liberation.fr/planete/2018/03/22/mohamed-anouar-el-sadate-le-climat-est-beaucoup-plus-dur-maintenant-que-sous-moubarak_1638213
22/03/2018

L'Égypte, sous la férule de l'armée depuis des décennies

L'armée au pouvoir en Égypte



L'Égypte, où une élection présidentielle se déroule de lundi à mercredi, est le plus peuplé des pays arabes et vit sous la férule de l'armée depuis plusieurs décennies.

Elle est dirigée d'une main de fer par l'ex-maréchal Abdel Fattah al-Sissi, assuré d'être réélu pour un deuxième mandat de quatre ans.

- Issus des rangs de l'armée -

Sous tutelle, puis sous protectorat britannique, l'Égypte devient indépendante en 1922 sous le règne de Fouad Ier. En 1952, un groupe d'officiers qui avaient participé à la guerre contre Israël déposent le roi Farouk. La République est proclamée en 1953, avec à sa tête le général Mohamed Naguib. L'officier charismatique Gamal Abdel Nasser devient président en 1956, année de la nationalisation du canal de Suez. A la mort de Nasser en 1970, Anouar al-Sadate, issu de l'armée lui-aussi, prend les rênes du pays. Premier chef d'Etat arabe à signer un traité de paix avec Israël en 1979, il est assassiné en 1981 par un commando islamiste. Ancien chef de l'armée de l'air, Hosni Moubarak dirige l'Égypte pendant trois décennies, avant d'être renversé en février 2011, durant le Printemps arabe.

En 2012, le candidat de la confrérie des Frères musulmans, Mohamed Morsi, devient le premier islamiste et le premier civil à présider le pays. En 2013, après des manifestations monstres réclamant le départ de Morsi, l'armée dirigée alors par Abdel Fattah al-Sissi le destitue et l'arrête.

En 2014, M. Sissi se fait confortablement élire président.

- Près de 100 millions d'habitants -

Avec 96,6 millions d'habitants, selon les chiffres de l'institut de statistique national, l'Égypte est le pays le plus peuplé du monde arabe et le troisième d'Afrique derrière le Nigeria et l'Éthiopie. Le Caire est une mégapole qui frise les 20 millions d'âmes. Le pays est à 95% désertique, et sa population se concentre sur les rives et le delta du Nil. Bordé au nord par la Méditerranée et à l'est par la mer Rouge, le pays a des frontières communes avec la bande de Gaza, la Libye et le Soudan. Le Caire abrite Al-Azhar, l'une des plus prestigieuses institutions de l'islam sunnite.

- Troubles jihadistes -

Depuis 2013, les forces de sécurité affrontent des groupes extrémistes, dont la branche locale du groupe Etat islamique (EI), en particulier dans le Sinaï, qui ciblent la police, l'armée mais aussi la communauté chrétienne copte. En octobre 2015, 224 personnes ont été tuées dans un attentat, revendiqué par l'EI, contre un avion russe au départ de la station

balnéaire de Charm el-Cheikh, dans le Sinaï. En novembre 2017, une attaque contre une mosquée dans le nord de la péninsule a fait plus de 300 morts. Cet attentat, le plus meurtrier de l'histoire récente de l'Égypte, n'a pas été revendiqué, mais l'EI a été fortement soupçonné. Plusieurs attentats ont aussi visé les coptes, chrétiens d'Égypte, qui représentent 10% des habitants du pays.

- Economie en crise -

Le pays fait toujours face à la grave crise économique dans laquelle il avait plongé après la révolte de 2011. Répondant aux exigences du Fonds monétaire international (FMI), qui lui a concédé un prêt de 12 milliards de dollars en novembre 2016, Le Caire a fait flotter sa devise et réduit les subventions d'Etat, notamment sur l'électricité et les carburants, provoquant une inflation brutale. Celle-ci a depuis reculé, mais la population se plaint toujours de prix restés élevés.

- Fabuleux patrimoine historique -

L'Égypte regorge de sites archéologiques antiques qui ont longtemps attiré des millions de touristes. La pyramide de Khéops est la dernière des sept merveilles du monde antique encore debout. Le monument géant, vieux de 4.500 ans, trône sur le plateau de Guizeh, dans la banlieue du Caire, aux côtés du Sphinx et des pyramides de Khéphren et Mykérinos. Il a été construit par Khéops, pharaon de la IVe dynastie qui a régné sur l'Égypte plus de 2.600 ans avant Jésus-Christ. Louxor, sur les rives du Nil en Haute-Égypte, abrite les restes archéologiques de l'antique capitale égyptienne de Thèbes. Le Grand musée égyptien (GEM) devrait ouvrir ses portes cette année près des pyramides de Guizeh, après de multiples retards.

http://www.liberation.fr/planete/2018/03/24/l-egypte-sous-la-ferule-de-l-armee-depuis-des-decennies_1638598
24/03/2018

L'abstention, seul enjeu de la présidentielle égyptienne

Le président sortant, Abdel Fattah Al-Sissi, se présente pour un deuxième mandat. Il fait face à un homme politique méconnu dans un scrutin joué d'avance.

La place Tahrir et les rues du centre-ville du Caire sont saturées d'affiches du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi. Ici, un commerçant de la rue, là un homme d'affaires important du pays, ont fait déployer une bannière pour soutenir la candidature de l'homme fort de l'Égypte à un second mandat, lors du scrutin qui se tient du 26 au 28 mars. La profusion d'affiches masque pourtant mal l'apathie de la population face à une élection jouée d'avance. Le président Sissi concourt face à... l'un de ses partisans, Moussa Mostafa Moussa, homme politique méconnu venu sauver les apparences d'une élection pluraliste. L'abstention, le président Sissi l'a bien compris, est son seul défi. Ses opposants, les islamistes et les révolutionnaires de 2011, ont été neutralisés et les candidats qui auraient pu capter leur vote écartés de la course. « La campagne n'est pas sur qui va gagner mais, qui va voter ? Le régime veut une forte participation pour réaffirmer sa légitimité à l'étranger. L'objectif est de faire autour de 47 % comme en 2014 », analyse le sociologue égyptien Saïd Sadek. Depuis six mois, M. Sissi martèle à l'attention des 60 millions de votants l'importance de participer pour la stabilité et la reconstruction du pays. « Son défi est de convaincre les indécis. Les gens l'ont élu par peur en 2014. Ils l'ont vu comme un sauveur face aux Frères musulmans. Aujourd'hui, il y a la stabilité, ils ne se sentent pas obligés d'aller voter », poursuit M. Sadek. Dans l'entretien qu'il a accordé, le 20 mars, sur la chaîne privée Al-Nahar, le président Sissi a courtisé son électorat favori - les femmes et la minorité copte - en recevant la réalisatrice copte Sandra Nashat dans les jardins du palais présidentiel. En 2014, 53 % des femmes avaient voté pour lui et une majorité de la communauté copte, qui représente quelque 10 % de la population.

« Il est loyal »

Cet électorat, qu'il a choyé pendant quatre ans, pourrait à nouveau être un réservoir de votes. « C'est le premier à nous donner nos droits, bien sûr que l'on va voter pour lui, réagit Nihal, une fonctionnaire de 48 ans qui cite la présence de sept femmes au gouvernement. Il est loyal. Il a réalisé de grandes choses, on doit lui donner quatre ans supplémentaires pour poursuivre son action. » Les grands projets d'infrastructures, la réforme de l'économie et la sécurité figurent en tête des réalisations citées par ses partisans les plus convaincus. « Il a réalisé beaucoup de choses : les programmes sociaux, le doublement du canal de Suez et la nouvelle capitale. Il a hérité d'un Etat failli et a sacrifié sa popularité pour le remettre debout », assène Gamal Eddin Morsi, 65 ans, un retraité du secteur pétrolier, aujourd'hui ébéniste dans le quartier de Dokki. Dans ce quartier de la classe moyenne cairote, rares sont ceux qui partagent cet enthousiasme. Les réformes économiques, qui se sont traduites par des coupes dans les subventions et une inflation de plus de 30 %, sont vues comme un échec. L'absence d'enjeu électoral suscite, au mieux l'apathie, au pire l'amertume. Abou Ahmed, un coursier, se dit prêt à payer 5 000 livres égyptiennes (229 euros) d'amende - au lieu des 500 livres prévues par la loi - plutôt que d'aller voter. « Il n'y a personne qui aime ce pays. Les prix sont multipliés par trois. Il y a de la corruption partout, tout le monde cherche son propre intérêt. Les petits comme nous sont piétinés », explique ce père de deux enfants.

Profusion d'affiches

L'homme dénonce une mascarade électorale. « Quel choix a-t-on ? Même l'autre candidat a dit qu'il irait voter Sissi car sa femme l'aime tellement ! On nous dit de choisir entre Sissi de face, de profil gauche ou de profil droit ! », poursuit-il, moquant la profusion d'affiches électorales du président. Moussa Mostafa Moussa a beau s'en défendre, rares sont ceux qui le voient en candidat crédible. Le président du petit parti d'opposition Al-Ghad, a en effet été un soutien de campagne du président Sissi jusqu'à la dernière heure. « Quand j'ai vu que les autres candidats se retiraient, j'ai compris le danger d'un référendum sur la personne de Sissi. Cela donne des arguments aux Frères musulmans et à ceux qui appellent au boycott. L'abstention risquait d'être élevée, maintenant je suis là, il y a un choix », explique-t-il au Monde. L'homme a pourtant fait une campagne plus que discrète et hormis quelques critiques sur les réformes économiques, il prend soin de

préciser : « Je ne me présente pas en ennemi, nous sommes sur la même voie. » Les médias, les hommes de religion et les associations de femme se mobilisent pour pousser la population à aller voter. Si cela ne suffit pas, estime le sociologue Saïd Sadek, « le régime peut jouer un peu sur le taux de participation dans des régions où personne ne regarde. Dans les campagnes, l'appareil sécuritaire va demander aux maires et à la police de mobiliser les gens en affrétant des bus gratuits et en faisant le tour des commerces. »

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/24/l-abstention-seul-enjeu-de-la-presidentielle-egyptienne_5275878_3212.html
24/03/2018

En Egypte, Sissi remporte la présidentielle haut la main mais peine à mobiliser

La participation, estimée à 40 %, est en recul par rapport au scrutin de 2014. Les observateurs soupçonnent le pouvoir de vouloir supprimer la limitation des mandats.

Aucun suspense n'entourait l'élection présidentielle égyptienne. Avant même la proclamation des résultats officiels, la presse gouvernementale a annoncé, jeudi 29 mars, la victoire du président Abdel Fattah Al-Sissi. Au terme des trois jours de scrutin, du 26 au 28 mars, les premiers résultats provisoires placent le président sortant largement en tête, avec 92 % des suffrages exprimés, face à son rival, Moussa Mostafa Moussa. Le chef du petit parti d'opposition Al-Ghad, qui recueillerait 3 % des suffrages, n'en attendait pas plus : soutien déclaré du président, il avait accepté de jouer le candidat de circonstance pour sauver les apparences d'un scrutin pluraliste après que tous les autres candidats déclarés eurent jeté l'éponge ou furent arrêtés. Seul véritable enjeu de l'élection, la participation s'élèverait autour de 40 %, soit 25 millions de votants sur les 60 millions de personnes inscrites sur les listes électorales, selon le quotidien d'Etat Al-Ahram. C'est en deçà de l'objectif affiché par les autorités d'égaliser le taux de participation de 47 % du scrutin de 2014, qui avait vu l'élection du président Sissi avec 96 % des suffrages. En l'absence de véritable compétition, les autorités comptaient sur une forte mobilisation pour donner une légitimité au scrutin, en Egypte et à l'étranger. A deux heures de la clôture du vote, au Caire, mercredi 28 mars au soir, la participation était nettement en deçà. Dans les bureaux de vote proches de la rue Mosaddek à Dokki, un quartier de classe moyenne supérieure, la participation s'établissait entre 25 % et 30 % des inscrits, en majorité des femmes et des personnes âgées, et très peu de jeunes, selon les juges chargés de la surveillance des bureaux de vote interrogés par Le Monde. Pourtant, note l'un d'eux, Dokki est « un quartier qui vote ». Dans le quartier pauvre de Boulaq, la participation a été plus faible encore. En dépit des dizaines de personnes qui se pressaient encore, à trois heures de la clôture, pour voter dans l'école du martyr Magdi Mohamed Hassan, les juges prédisaient un taux de participation de 20 %.

Au cours de la campagne et pendant le scrutin, les autorités et leurs soutiens ont déployé des efforts considérables pour tenter de mobiliser un électorat apathique. L'absence de compétition a détourné de nombreux électeurs du vote, notamment les jeunes et ceux qui ont le plus pâti des effets des réformes économiques. « Il faut différencier entre participation et mobilisation, analyse Moustapha Kamel Al-Sayyid, professeur de sciences politiques à l'université du Caire. Il y a ceux qui, pour des raisons objectives, sont en faveur du président Sissi : les femmes, les coptes et les membres de la classe moyenne et aisée qui apprécient son bilan en matière de stabilité et de sécurité, et son action contre les Frères musulmans. Ils estiment qu'il n'y a pas d'alternative à la présence de l'armée. Donc, au président Sissi. » Mais, pour le politologue, la participation s'explique aussi par la « forte mobilisation des administrations publiques et des entreprises privées auprès de leurs employés pour aller voter ». Chansons patriotiques, bannières à l'effigie du président Sissi, stands d'animation et collations gratuites à l'entrée des bureaux de vote : les médias fidèles au régime, les institutions religieuses, les associations de femmes et les hommes d'affaires ont fait montre d'un soutien zélé. Dans un climat de répression et de surveillance de plus en plus pesant, et alors que des milliers d'opposants et de critiques du régime sont en prison, les incitations au vote et la perspective d'une amende (500 livres égyptiennes, soit 22 euros) ont pu jouer. Certains représentants n'ont pas hésité à exercer un chantage au vote. « Nous réparerons l'adduction d'eau, l'évacuation des égouts et l'électricité dans la municipalité qui aura le plus grand nombre de votes », a déclaré, lundi, sur la chaîne de télévision privée Mehwar, Nadia Abdou, la gouverneure de la province de Beheira, qui englobe Alexandrie. Un employé administratif de l'université du Caire confie, sous couvert de l'anonymat, avoir reçu l'ordre avec ses autres collègues de quitter l'établissement à 13 heures et de ne revenir que le lendemain avec « le doigt rose » – la couleur de l'encre dans laquelle chaque électeur doit tremper l'auriculaire après avoir déposé son bulletin dans l'urne – sous peine de sanctions. Selon des témoignages recueillis par l'agence américaine Associated Press (AP), les autorités ont ordonné aux membres du syndicat des vendeurs de rue du Caire de mobiliser leurs membres pour le vote, sous peine de se voir confisquer leurs biens par la police. Dans les régions du sud du pays, dont Assiout, Sohag et Minya, la police a fait du porte-à-porte pour demander aux gens de voter, selon des témoins cités par AP. L'agence américaine mentionne également des promesses de dons alimentaires faites par des magasins d'Etat au Caire et la promesse faite par une organisation de charité de donner 100 livres égyptiennes aux votants dans un village au sud du Caire.

« Farce électorale »

Les opposants au président Sissi et ses détracteurs, qui ont dénoncé une « farce électorale », expriment désormais la crainte d'une modification de la Constitution afin de supprimer la limite des deux mandats de quatre ans, que de nombreux des soutiens du président appellent de leurs vœux. « On n'en reprend pas pour quatre ans, je peux vous garantir qu'on est partis pour trente ans », se lamente une jeune Cairete qui requiert l'anonymat. « C'est une crainte légitime », estime le professeur de sciences politiques Moustapha Kamel Al-Sayyid. A l'automne 2017, il a lancé une pétition signée par des chefs de partis libéraux et d'anciens soutiens du président Sissi pour s'opposer à la proposition d'un député de modifier la Constitution de 2014 pour abroger l'article qui interdit de modifier le nombre et la durée des mandats. Même parmi les plus fervents soutiens du président, certains s'opposent à cette idée. « S'ils veulent changer la Constitution, ils doivent organiser un référendum, assure Gamal Eddin Morsi, un retraité de 65 ans. Les gens ne vont pas accepter qu'une personne reste encore au pouvoir trente ans comme par le passé. »

Abdel Fattah al-Sissi, président d'une Egypte résignée

Abdel Fattah Al-Sissi a été reconduit sans surprise à la tête de l'Égypte pour un second mandat. Celui qui est apparu il y a quatre ans comme le rédempteur du pays gouverne désormais d'une main de fer.

Pour certains, il est le sauveur de la nation. Pour d'autres, il n'est qu'un nouveau despote. Abdel Fattah al-Sissi a remporté plus de 90 % des voix à la présidentielle. Sans surprise. Malgré les incitations exercées sur les 59 millions d'électeurs, le taux de participation se situerait autour de 40 %. Face à lui, Moussa Mostafa Moussa (3% des voix d'après les premiers résultats), l'un de ses anciens soutiens, candidat inconnu, a été propulsé là pour que le maréchal Sissi n'apparaisse pas seul candidat mais surtout pour donner aux Égyptiens l'impression d'avoir le choix. Élu en mai 2014 avec 96,1% des voix mais moins de 50% de participation, Abdel Fattah al-Sissi s'est imposé comme le symbole de la reprise en mains de l'État. Nous sommes en 2011. La population égyptienne se révolte face aux méthodes du président Hosni Moubarak en poste depuis 1981. Sur la place Tahrir, au Caire, un million de personnes se réunissent pour réclamer la démocratie et la fin de l'État policier. Au terme d'un peu moins d'un mois de grèves et de manifestations, Moubarak se retire, transférant les pouvoirs à l'armée. En juin 2012, Mohamed Morsi, islamiste et vitrine politique des Frères musulmans, est proclamé officiellement président. Les décisions de Mohamed Morsi, favorable à une Constitution plus « islamiste », suscitent un grand nombre de protestations chez ceux qui craignent l'influence importante de la confrérie. Abdel Fattah al-Sissi devient celui qui, par le biais d'un coup d'État, renverse le 3 juillet 2013 le président Morsi, libérant l'Égypte de l'emprise islamiste. Aujourd'hui, l'enthousiasme est largement retombé. Marwan, 23 ans, vient d'Alexandrie et étudie à Nice. Selon lui, al-Sissi est en train de réinstaurer petit à petit « un climat de terreur ». « Il y a des barrages de sécurité partout dans les grandes villes comme Le Caire et Alexandrie, surtout le soir, raconte-t-il au Figaro. À cause des tortures infligées, les gens ont peur de la prison maintenant. Cette peur n'est pas forcément négative. Le taux de criminalité et d'incivilité a diminué. En revanche, la répression est plus importante avec lui et, économiquement, l'Égypte souffre de la forte hausse des prix ».

Les droits de l'Homme bafoués

Si depuis son élection, le pays s'est stabilisé, les ONG dénoncent de façon régulière des violations des droits de l'Homme. Avant d'être président, l'homme fort de l'Égypte a été militaire et il semble avoir du mal à s'en détacher. Directeur des services de renseignements militaires (2010-2012), commandant en chef des Forces armées (2012-2014), ministre de la Défense sous Morsi... La poigne du soldat se ressent encore quatre ans après le début de son premier mandat même s'il a troqué son uniforme contre un costume sobre. Musulman traditionaliste, le raïs de 63 ans se veut modernisateur. Pourtant, depuis l'automne 2017, le gouvernement s'est donné le défi de réduire au silence la communauté LGBT. En septembre 2017, des jeunes brandissent un drapeau arc-en-ciel lors d'un concert. S'en suit une chasse à l'homme. Selon l'Initiative égyptienne pour les droits personnels (EIPR), une ONG locale, 57 personnes sont arrêtées entre le 19 septembre et le 2 octobre pour retrouver les individus concernés par le geste. Parmi eux, huit sont condamnés à des peines d'un à six ans d'emprisonnement. Le président égyptien serre également la vis des médias. En février 2018, il déclare: « Vous êtes avec nous dans le combat pour l'Égypte ». Hors de question alors de publier un article allant à l'encontre du discours officiel. Selon le classement 2017 de Reporters sans frontières, l'Égypte est en effet 161^{ème} sur 180 pays en matière de liberté de la presse. Seules les ONG tentent, avec beaucoup de mal, d'informer sur les réels résultats de la politique de Sissi. Le 24 mai 2017, al-Sissi promulgue une loi afin de réguler les activités des ONG. Le but: réduire les libertés de la société civile particulièrement pour les opposants. « Les révolutionnaires se désengagent de la vie publique car ils n'ont plus aucun espace sur la scène politique », explique David Khalfa, chercheur à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE), contacté par Le Figaro.

Une ambiguïté religieuse

Président ambivalent, le Raïs tente d'apparaître ouvert concernant la religion. Lui-même très croyant, il prie cinq fois par jour et affiche fièrement la zebiba, la marque du tapis de prière sur le front. Issu d'un quartier où cohabitent chrétiens et musulmans, al-Sissi veut à tout prix débarrasser l'islam des islamistes. L'une des missions qu'il s'est assignée alors qu'une nuit, lui vient une « vision »: celle d'Anouar el-Sadate, ancien chef de l'État assassiné, à qui il tient ces propos: « Moi aussi, je dirigerai l'Égypte », raconte-t-il au quotidien Al-Masry Al-Youm. « Al-Sissi est un musulman traditionaliste hostile aux Frères musulmans », souligne David Khalfa. Élu pour libérer le pays de l'influence de l'islamisme, le Président s'appuie sur l'aide d'imams réformateurs mais se heurte parfois aux réticences d'une partie de la population. « Il faut savoir que les salafistes ont repris en main le travail d'islamisation par le bas (atteindre d'abord le peuple puis les institutions) des Frères musulmans », précise David Khalfa. « Le parti salafiste Al-Nour soutient le régime autoritaire d'al-Sissi, qui souhaite réformer la Constitution, est conscient qu'il aura besoin de partisans. Toutefois, al-Sissi est persuadé d'avoir le contrôle et que ces derniers n'ambitionnent pas de salafiser l'État », ajoute-t-il. L'ancien militaire est par ailleurs très impliqué dans la lutte contre Daech. « 40.000 soldats ont été envoyés dans le Sinaï et coopèrent de façon discrète avec Israël », rapporte le chercheur. Ce qui n'a pourtant pas empêché l'attentat à la voiture piégée qui a eu lieu le 24 mars à Alexandrie, tuant un policier et faisant quatre blessés. « Al-Sissi n'arrive pas à mettre un terme à la menace terroriste car sa stratégie est presque exclusivement militaire. Son armée peut faire face à un défi conventionnel mais pas mais pas asymétrique comme l'est la menace djihadiste. Sissi a tardivement pris conscience de la nécessité de compléter cette approche sécuritaire en intégrant les populations marginalisées du Sinaï au développement social et économique », souligne David Khalfa. Les forces de sécurité égyptiennes effectuent depuis plusieurs mois une vaste opération dans le Sinaï afin d'éliminer la rébellion islamiste. Cette offensive, qui comprend notamment des frappes aériennes, a restreint l'accès à la péninsule. Les habitants ont peur de quitter leur domicile et quasiment aucun votant ne s'est rendu aux urnes dans le Nord-Sinaï lundi. Une perte des votes qui ne fera qu'accentuer le taux d'abstention, seul enjeu de ces élections.

Les jeunes, désenchantés

Pour se rendre aux urnes, des électeurs racontent avoir reçu de l'argent, de la nourriture et d'autres avantages de la part du gouvernement. La campagne s'est déroulée dans un climat d'intimidations, d'arrestations et de pressions diverses pour décourager les plus sérieux rivaux d'al-Sissi. Personnage méfiant, le Rais a découragé ses rares opposants à la présidentielle, convainquant même Ahmed Chafik, l'ancien premier ministre, de renoncer. Le peuple égyptien, sans alternative, apparaît aujourd'hui résigné. D'autant plus que le bilan économique du premier mandat d'al-Sissi est très mitigé. «La livre égyptienne a perdu 50% de sa valeur et l'inflation était à 15% en février 2018. Même si elle a bénéficié d'une baisse tendancielle (30% en juin 2017), le prix du carburant, de l'eau ou des transports ne cesse d'augmenter et d'impacter les populations les plus fragiles», déplore David Khalfa. Dans une telle atmosphère, la génération de la place Tahrir garde un goût amer, celui de l'échec d'une révolution avortée. Quant à la jeunesse (1/4 de la population a entre 18 et 29 ans) qui a grandi avec le slogan «Le pain, la liberté et la justice sociale», «elle s'est construite avec un espoir immense mais déçu» et semble se considérer aujourd'hui comme une génération sacrifiée.

En chiffres : La crise des droits humains en Egypte de 2017 à 2018

15 journalistes ont été condamnés à des peines d'emprisonnement entre janvier et mai en raison de leurs écrits

240 militants politiques et manifestants ont été arrêtés par les forces de sécurité entre avril et septembre pour publication en ligne de propos «outrageants»

165 personnes soupçonnées de violences politiques ont été soumises à une disparition forcée pendant 7 à 30 jours entre janvier et août

120 personnes ont perdu la vie au cours de l'année lors d'échanges de coups de feu avec les forces de sécurité

24 personnes ont été condamnées à mort entre juin et décembre. La plupart à la suite d'aveux obtenus sous la torture

<http://www.lefigaro.fr/international/2018/04/02/01003-20180402ARTFIG00042-abdel-fattah-al-sissi-president-d-une-egypte-resignee.php>
02/04/2018